



L'UNSA demande l'ouverture de négociations salariales

Le ministre de la Fonction publique, Stanislas Guerini, demeure un ministre de plein exercice ce qui lui confère la légitimité pour répondre aux attentes des agents publics. Au ministre de trouver des solutions, en conduisant un dialogue social renforcé, pour contrer les dégradations du pouvoir d'achat et des conditions de travail.

L'UNSA Fonction Publique a rencontré Stanislas Guerini le 14 février dernier, elle a porté ses revendications en lui demandant d'ouvrir de véritables négociations.

Plutôt que de parler du mérite, l'UNSA Fonction Publique demande l'amélioration des rémunérations : point d'indice, grilles, carrières, régimes indemnitaires, revalorisation des filières les plus féminisées. Pour L'UNSA, c'est urgent et par ailleurs indispensable pour répondre au défi d'attractivité de la fonction publique.

Ces revalorisations sont attendues par tous les agents publics, dans les trois versants. Elles doivent être significatives et effectives dès 2024.

Plutôt que de parler d'expérimentation, l'UNSA Fonction Publique demande l'amélioration de la qualité de vie et des conditions de travail (QVCT) : seule une négociation scellée dans un accord peut permettre d'envisager, par exemple, les conditions d'une semaine de 4 jours. Les conditions d'emploi, de travail, l'organisation du travail et la santé au travail des agents publics doivent être au cœur du projet pour la fonction publique